

Département des Hauts-de-Seine
VILLE DE FONTENAY-AUX-ROSES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE ORDINAIRE DU 16 DECEMBRE 2021

NOMBRE DE MEMBRES

Composant le Conseil : 35

En exercice : 35

Présents : 27

Représentés : 6

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 5

OBJET : Approbation du rapport 2021 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de Vallée Sud Grand Paris

L'An deux mille vingt et un, le seize décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Fontenay-aux-Roses légalement convoqué le dix décembre s'est assemblé en visioconférence en application de loi n°2020-290 du 23 mars 2020 modifiée par la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, sous la présidence de M. Laurent VASTEL, Maire.

Etaient présents : VASTEL Laurent, REIGADA Gabriela, GALANTE-GUILLEMINOT Muriel, RENAUX Michel, BULLET Anne, DELERIN Jean-Luc, BEKIARI Despina, CHAMBON Emmanuel, GAGNARD Françoise, LE ROUZES Estéban, PORCHERON Jean-Claude, LHOSTE Roger, ROUSSEL Philippe, MERCADIER Anne-Marie, BOUCLIER Arnaud, RADOARISOA Véronique, LECUYER Sophie, HOUCINI Mohamed, PORTALIER-JEUSSE Constance, GABRIEL Jacky, BERTHIER Etienne, COLLET Cécile, SOMMIER Jean-Yves, MERGY Gilles, MESSIER Maxime, POGGI Léa-Iris, LE FUR Pauline, conseillers municipaux,

lesquels forment la majorité des Membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents représentés :

| | | |
|-----------------------|-----------|-------------------|
| LAFON Dominique | pouvoir à | GAGNARD Françoise |
| ANTONUCCI Claudine | pouvoir à | ROUSSEL Philippe |
| CONSTANT Pierre-Henri | pouvoir à | LECUYER Sophie |
| KEFIFA Zahira | pouvoir à | REIGADA Gabriela |
| KATHOLA Pierre | pouvoir à | LE FUR Pauline |
| BROBECKER Astrid | pouvoir à | MESSIER Maxime |

Absentes : SAUCY Nathalie, GOUJA Sonia

Le Président ayant ouvert la séance, il est procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code précité, à l'élection d'un Secrétaire : Mme REIGADA Gabriela est désignée pour remplir ces fonctions.

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5219-5,

Vu le code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1655 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris,

Vu la délibération du conseil de territoire du 16 février 2016 fixant la composition de la CLECT de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris,

Vu le rapport d'évaluation des transferts de charges adopté par les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris à l'unanimité lors de la séance du 10 novembre 2021,

Vu l'article L.2121-23 du code général des collectivités territoriales qui dispose que les délibérations du conseil municipal sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer,

Considérant que la CLECT est chargée de fixer le montant du Fonds de Compensation des Charges Territoriales nécessaire à la couverture du besoin de financement de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris dont la ville de Fontenay-aux-Roses est membre,

Considérant que les conseillers municipaux ont participé à la séance par visioconférence pour des raisons tenant aux conditions sanitaires actuelles,

Considérant qu'ils ne sont pas en mesure de signer la délibération,

Vu l'avis de la Commission,
Sur la proposition du Maire,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris qui s'est réunie le 10 novembre 2021.

Article 2 : d'arrêter le montant du fonds de compensation des charges transférées à verser à Vallée Sud-Grand Paris, pour l'année 2021, à 6 116 965 € et d'imputer ces dépenses sur les crédits inscrits à cet effet au budget communal,


Article 3 : ampliation de la présente délibération sera transmise à :

- M. le Préfet des Hauts-de-Seine
- Mme la Trésorière municipale
- M. le Président de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,
Et ont signé les membres présents

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire



Laurent VASTEL


Certifié exécutoire
Compte tenu de la réception
En préfecture le 24/12/21
Publication/Affichage du 24/12/21 au 24/02/22
Pour le Maire par délégation
Le Directeur Général des Services
Nicolas-Yves HENRY



COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES 2021

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. DÉTERMINATION DE LA PART FISCALE..... | 2 |
| 1.1. Actualisation de la part fiscale socle obligatoire et impact de la réforme de la taxe d'habitation..... | 2 |
| 1.2. Détermination de la part révisée | 3 |
| A) Compensations des exonérations fiscales pour la taxe d'habitation (TH) | 3 |
| B) Dynamisme physique des bases des taxe ménages | 4 |
| C) Pour mémoire : ajustements exceptionnels de 2016 et 2017 | 6 |
| 1.3. Synthèse de la part fiscale du FCCT 2021..... | 6 |
| 2. DÉTERMINATION DE LA PART RELATIVE AUX TRANSFERTS DE CHARGES..... | 8 |
| 2.1. Transferts de compétences antérieurs à 2021 (rappel)..... | 8 |
| 2.2. Transferts de compétences intervenus en 2021..... | 8 |
| 2.2.1. Voirie et éclairage public..... | 8 |
| 2.2.1.1. <i>La voirie</i> | 8 |
| 2.2.1.1.1. Les dépenses de fonctionnement..... | 9 |
| 2.2.1.1.2. Les recettes de fonctionnement..... | 10 |
| 2.2.1.1.3. Les charges et recettes d'investissement | 11 |
| 2.2.1.1.4. Synthèse du transfert Voirie..... | 11 |
| 2.2.1.2. <i>L'éclairage public</i> | 12 |
| 2.2.1.2.1. Les dépenses de fonctionnement..... | 12 |
| 2.2.1.2.2. Les recettes de fonctionnement..... | 12 |
| 2.2.1.2.3. Les charges et recettes d'investissement | 13 |
| 2.2.1.2.4. Synthèse du transfert éclairage public | 13 |
| 2.2.2. Équipements sportifs..... | 13 |
| 2.2.2.1. <i>Salle d'athlétisme du complexe sportif Jules Hunebelle et dojo de la piscine du Plessis-Robinson</i> | 13 |
| 2.2.2.2. <i>Stades du Panorama</i> | 13 |
| 2.2.2.2.1. Les charges et recettes de fonctionnement | 14 |
| 2.2.2.2.2. Les charges et recettes d'investissement | 14 |
| 2.2.2.2.3. Synthèse du transfert | 14 |
| 2.3. Synthèse de la part transfert de compétences | 14 |
| 3. AJUSTEMENTS EXCEPTIONNELS NON RECONDUCTIBLES | 15 |
| 3.1. Neutralisation des sommes rétrocédées en 2019 et 2020 | 15 |
| 4. SYNTHÈSE DU FCCT 2021 | 16 |
| ANNEXE..... | 17 |

1. DÉTERMINATION DE LA PART FISCALE

Cette part comprend :

- les produits fiscaux 2015 perçus par les ex-EPCI sur le territoire de chaque commune (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties) ;
- majorés de la fraction d'attribution de compensation perçue par la commune en contrepartie de la perte de la dotation forfaitaire de la DGF (part DCPS 2015) ;

La loi offre également la possibilité à la CLECT de réviser la part fiscale dans la limite, pour chaque commune, de plus ou moins 30% des produits de sa fiscalité ménage 2015 et représentant au plus 5% de ses recettes réelles de fonctionnement l'année précédant cette révision.

1.1. Actualisation de la part fiscale socle obligatoire et impact de la réforme de la taxe d'habitation

La part fiscale socle est constituée du produit des taxes « ménages » perçus sur le territoire de chaque commune par les anciennes intercommunalités jusqu'au 31 décembre 2015. Cette fraction de produit fiscal est majorée de la dotation de compensation « Part salaires » (part CPS).

Le produit des taxes ménage de 2015 est revalorisé annuellement en fonction de bases fiscales actualisées par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année (L.5219-5 XI D CGCT). Depuis la loi de finances 2018, ce coefficient est du niveau de l'inflation constatée¹. Pour 2021, ce taux s'élève à 0,2 %. La part dite « CPS » ne fait l'objet en revanche d'aucune actualisation.

La disparition de la taxe d'habitation des résidences principales à partir de 2021 (loi de finances) a pour conséquence la disparition de son assiette d'imposition. Si les communes sont compensées par une « redescende » du pouvoir de taux de la TFPB des départements (avec compensation ou reversement de produits manquants/supplémentaires le cas échéant par le biais d'un coefficient correcteur) et les EPCI à fiscalité propre d'une fraction de produit équivalent de TVA, rien n'a été prévu pour les EPT.

Par décision de la conférence des vice-présidents du 1^{er} octobre 2020, il a été acté un double mécanisme de forfaitisation/dotation pour compenser la disparition de l'assiette de la taxe d'habitation.

L'actualisation à compter du FCCT 2021 est la suivante :

- Taxes foncière bâtie et non bâtie : ces taxes n'ayant pas disparu, application comme précédemment du L.5219-5 XI D CGCT sur l'assiette figurant sur le dernier état fiscal 1259 connu.
- Taxe d'habitation : application annuelle d'un coefficient multiplicateur de 1,015 à la dernière base taxable connue issue de l'état fiscal 1259 de 2020.
- Exonération TH : l'assiette d'exonération TH a augmenté de 6% en moyenne/an entre 2015 et 2020 et représentait 5,9% du total de l'assiette TH contre 4,7% en 2015. Son parcours dynamique, peu anticipable reste très dépendant de la situation des contribuables et des règles fiscales annuelles. Aussi, il a été décidé de ne plus les faire varier annuellement en figeant l'assiette d'exonération TH à valeur 2020. Mécaniquement, VSGP renonce donc à une croissance moyenne de 6% de cette assiette qui de fait, devient une dotation.

L'application de ces dispositions donne les montants suivants :

¹ Article 1518 bis code général des impôts : « A compter de 2018, dans l'intervalle de deux actualisations prévues à l'article 1518, les valeurs locatives foncières sont majorées par application d'un coefficient égal à 1 majoré du quotient, lorsque celui-ci est positif, entre, d'une part, la différence de la valeur de l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre de l'année précédente et la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année et, d'autre part, la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année. »

Actualisation de la part fiscale socle obligatoire

| en € | Socle de base | | | | | Revalorisation des lois de finances | | | | | | FCCT part obligatoire 2021 |
|--------------------|-------------------|------------------|---------------|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------------|-----------------|----------------------------|
| | TH 2015 | TFB 2015 | TFNB 2015 | CPS 2015 | FCCT DE BASE | Effet LF 2016 | Effet LF 2017 | Effet LF 2018 | Effet LF 2019 | Effet LF 2020 | Effet LF 2021 | |
| ANTONY | 9 674 086 | 1 675 412 | 6 161 | 6 985 833 | 18 341 492 | +113 557 | +46 230 | +139 683 | +262 059 | +116 120 | +25 290 | 19 044 430 |
| BOURG-LA-REINE | 3 175 327 | 490 685 | 870 | 1 124 689 | 4 791 570 | +36 669 | +14 822 | +44 824 | +83 199 | +36 681 | +7 894 | 5 015 658 |
| CHATENAY-MALABRY | 4 902 907 | 666 168 | 3 795 | 1 046 913 | 6 619 784 | +55 729 | +22 706 | +69 144 | +130 731 | +58 299 | +12 692 | 6 969 084 |
| PLESSIS-ROBINSON | 4 245 727 | 915 660 | 2 949 | 4 299 170 | 9 463 506 | +51 643 | +20 890 | +63 663 | +132 502 | +58 896 | +12 610 | 9 803 710 |
| SCEAUX | 4 370 851 | 528 993 | 1 386 | 724 254 | 5 625 484 | +49 012 | +19 746 | +60 046 | +110 912 | +47 934 | +10 427 | 5 923 562 |
| BAGNEUX | 4 202 777 | 0 | 3 066 | 5 987 500 | 10 193 342 | +42 058 | +17 056 | +52 521 | +96 567 | +40 920 | +9 120 | 10 451 584 |
| CLAMART | 6 627 517 | 0 | 3 883 | 4 598 432 | 11 229 832 | +66 314 | +26 535 | +80 771 | +149 599 | +62 792 | +14 149 | 11 629 994 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | 3 433 367 | 0 | 615 | 2 191 485 | 5 625 467 | +34 340 | +14 825 | +44 928 | +82 793 | +34 649 | +7 731 | 5 844 732 |
| MALAKOFF | 2 802 221 | 0 | 1 190 | 5 360 245 | 8 163 656 | +28 034 | +11 106 | +34 148 | +64 012 | +26 962 | +6 127 | 8 334 045 |
| CHATILLON | 941 277 | 490 255 | 1 639 | 0 | 1 433 171 | +14 406 | +6 009 | +18 364 | +34 151 | +16 102 | +3 280 | 1 525 483 |
| MONTROUGE | 1 243 449 | 763 007 | 2 744 | 0 | 2 009 201 | +20 092 | +8 388 | +26 241 | +49 150 | +22 964 | +4 491 | 2 140 527 |
| TOTAL | 45 619 505 | 5 530 180 | 28 299 | 32 318 521 | 83 496 505 | +511 854 | +208 313 | +634 333 | +1 195 675 | +522 320 | +113 811 | 86 682 810 |

1.2. Détermination de la part révisée

La part révisée a été instaurée afin d'assurer la neutralité intégrale de la fusion des intercommunalités. Les communes restituent ainsi à l'EPT :

- les compensations des exonérations de taxe d'habitation versées par l'État,
- le dynamisme physique des bases des taxes « ménages » qu'elles ont récupérées des anciennes intercommunalités en 2016.

A) Compensations des exonérations fiscales pour la taxe d'habitation (TH)

Chaque année, les collectivités locales perçoivent des allocations compensatrices au titre des exonérations de taxe d'habitation décidées au niveau national. Ces allocations compensent la perte de produit fiscal induite par ces décisions nationales.

Les compensations des exonérations de TH sont intégrées au FCCT et sont calculées à partir des bases exonérées 2015 (état 1386 TH) auquel s'applique le taux CD de 1991. L'augmentation annuelle de ces exonérations, liée à la dynamique des bases exonérées en volume et en valeur et aux mesures gouvernementales jouant sur leur périmètre, est ajoutée chaque année au FCCT. La variation annuelle se fondant sur la variation entre les montants définitifs N-1 et N-2, pour 2021, le FCCT 2021 intègre bien la variation entre les assiettes 2019 et 2020.

Au total, la compensation des exonérations a progressé de +130 077 € entre 2019 et 2020.

Compensation des exonérations TH

| en € | Taux CD 1991 | 2020 | | 2021 | | Ecart 20/21 |
|--------------------|--------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|-----------------|
| | | Base exonérée (2018) | Montant compensé | Base exonérée (2019) | Montant compensé | |
| ANTONY | 4,33% | 8 467 959 | 366 663 | 9 197 228 | 398 240 | +31 577 |
| BOURG-LA-REINE | 4,33% | 2 770 181 | 119 949 | 2 839 715 | 122 960 | +3 011 |
| CHATENAY-MALABRY | 4,33% | 5 352 052 | 231 744 | 5 523 036 | 239 147 | +7 404 |
| PLESSIS-ROBINSON | 4,33% | 4 036 137 | 174 765 | 4 275 580 | 185 133 | +10 368 |
| SCEAUX | 4,33% | 3 200 640 | 138 588 | 3 714 104 | 160 821 | +22 233 |
| BAGNEUX | 4,33% | 7 573 096 | 327 915 | 7 953 100 | 344 369 | +16 454 |
| CLAMART | 4,33% | 7 997 708 | 346 301 | 8 488 049 | 367 533 | +21 232 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | 4,33% | 3 421 147 | 148 136 | 3 626 778 | 157 039 | +8 904 |
| MALAKOFF | 4,33% | 3 649 725 | 158 033 | 3 803 005 | 164 670 | +6 637 |
| CHATILLON | 0,31% | 4 289 671 | 13 341 | 4 713 166 | 14 658 | +1 317 |
| MONTROUGE | 0,31% | 5 736 082 | 17 840 | 6 038 400 | 18 780 | +940 |
| TOTAL | | 56 494 398 | 2 043 273 | 60 172 161 | 2 173 350 | +130 077 |

A compter de 2022, en application de la décision de la conférence des vice-présidents du 1^{er} octobre 2020, l'assiette 2020 sera figée en volume et ne sera plus actualisée qu'à hauteur de la revalorisation annuelle des bases cadastrales en lois de finances.

Historique des exonérations TH

| en € | Comp. TH | Comp. TH | Comp. TH | Comp. TH | Comp. TH | Comp. TH | Comp. TH |
|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| ANTONY | 245 665 | 185 763 | 288 175 | 310 963 | 343 900 | 366 663 | 398 240 |
| BOURG-LA-REINE | 82 088 | 65 024 | 102 305 | 101 102 | 113 849 | 119 949 | 122 960 |
| CHATENAY-MALABRY | 145 924 | 125 323 | 183 641 | 203 544 | 220 602 | 231 744 | 239 147 |
| PLESSIS-ROBINSON | 94 147 | 73 067 | 108 593 | 116 659 | 158 728 | 174 765 | 185 133 |
| SCEAUX | 89 579 | 65 484 | 111 154 | 119 172 | 131 751 | 138 588 | 160 821 |
| BAGNEUX | 237 413 | 202 521 | 272 400 | 290 993 | 316 631 | 327 915 | 344 369 |
| CLAMART | 237 409 | 187 583 | 280 497 | 297 780 | 316 780 | 346 301 | 367 533 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | 86 077 | 59 730 | 115 299 | 130 273 | 134 972 | 148 136 | 157 039 |
| MALAKOFF | 132 320 | 97 582 | 132 359 | 137 470 | 146 838 | 158 033 | 164 670 |
| CHATILLON | 8 790 | 7 420 | 10 748 | 11 544 | 12 692 | 13 341 | 14 658 |
| MONTROUGE | 11 599 | 9 466 | 14 037 | 15 212 | 16 376 | 17 840 | 18 780 |
| TOTAL | 1 371 013 | 1 078 964 | 1 619 207 | 1 734 715 | 1 913 119 | 2 043 273 | 2 173 350 |
| <i>évolution</i> | | -292 049 | +540 243 | +115 508 | +178 404 | +130 154 | +130 077 |

B) Dynamisme physique des bases des taxe ménages

Comme chaque année, le FCCT est corrigé :

- de la régularisation de la croissance en volume estimée dans le FCCT de l'année précédente au regard des données définitives de cette même année.
- de la croissance prévisionnelle en volume pour l'année en cours.

Régularisation de la croissance en volume estimée dans le FCCT 2020

Le surplus de produit fiscal apporté par la dynamique des bases estimé en 2020 est ajusté selon les chiffres définitifs des bases indiqués dans les états fiscaux 1288. L'effet volume définitif de 2020 résulte de la différence entre les bases définitives 2020 et les bases définitives 2019 de laquelle est déduite la croissance des bases imputables à la revalorisation automatique des valeurs locatives cadastrales de 2019, soit pour chaque taxe :

- Croissance en volume définitive des bases 2020 = Bases 2020 – bases 2019 – effet croissance des bases par la revalorisation automatique des valeurs locatives cadastrales
- Les taux de 2015 sont ensuite appliqués à la variation des bases en volume pour obtenir le surplus de produit fiscal.
- La différence entre l'effet volume prévisionnel et l'effet volume définitif permet d'ajuster les contributions de chaque commune.

Régularisation 2020 de l'effet volume

| en € | Effet | Effet | Régul. 2021-2020 |
|--------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| | volume 2020 prév. | volume 2020 réel | |
| ANTONY | 193 983 | 227 223 | 33 240 |
| BOURG-LA-REINE | 18 834 | 10 800 | -8 033 |
| CHATENAY-MALABRY | 106 940 | 83 482 | -23 458 |
| PLESSIS-ROBINSON | 102 900 | 21 205 | -81 695 |
| SCEAUX | 54 398 | 28 045 | -26 353 |
| BAGNEUX | 88 892 | -26 649 | -115 541 |
| CLAMART | 83 215 | 37 002 | -46 213 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | 5 205 | -18 667 | -23 872 |
| MALAKOFF | 27 862 | 40 939 | 13 077 |
| CHATILLON | 35 061 | 30 073 | -4 988 |
| MONTROUGE | -17 508 | -29 893 | -12 385 |
| TOTAL | 699 783 | 403 561 | -296 222 |

Ainsi les communes ont été appelées en trop de 296 222 € qu'il conviendra de leur rendre sur leur FCCT 2021.

Estimation de la croissance prévisionnelle en volume pour 2021

Le produit attendu du dynamisme physique des trois taxes ménages est calculé de la manière suivante :

= bases prévisionnelles brutes N (état fiscal 1259 de 2021)

– bases définitives brutes N-1 (état fiscal 1288 de 2020)

– variation nominale des bases (bases définitives N-1 x coefficient LF) afin de déduire la revalorisation automatique « loi de finances » des bases.

Il est ensuite fait application du taux 2015. Ce calcul est effectué par taxe et par commune.

Effet volume 2021

| en € | Effet volume 2021 |
|--------------------|----------------------|
| ANTONY | +160 081 |
| BOURG-LA-REINE | +56 457 |
| CHATENAY-MALABRY | +83 655 |
| PLESSIS-ROBINSON | +81 449 |
| SCEAUX | +74 232 |
| BAGNEUX | +68 234 |
| CLAMART | +106 368 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | +58 089 |
| MALAKOFF | +45 919 |
| CHATILLON | +18 189 |
| MONTROUGE | +19 782 |
| TOTAL | +772 455 |

Il sera donc appelé 772 455 € sur le FCCT 2021.

Au total, les bases physiques sont donc ajustées de +476 234€ entre 2020 et 2021 comme le synthétise le tableau suivant :

Synthèse de la dynamique physique

Ajustement des bases physiques

| en € | Effet volume 2020 prév. | Effet volume 2020 réel | Régul. 2021-2020 | Effet volume 2021 | Effet volume total |
|--------------------|----------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|-----------------------|
| ANTONY | +193 983 | +227 223 | +33 240 | +160 081 | +193 321 |
| BOURG-LA-REINE | +18 834 | +10 800 | -8 033 | +56 457 | +48 423 |
| CHATENAY-MALABRY | +106 940 | +83 482 | -23 458 | +83 655 | +60 197 |
| PLESSIS-ROBINSON | +102 900 | +21 205 | -81 695 | +81 449 | -246 |
| SCEAUX | +54 398 | +28 045 | -26 353 | +74 232 | +47 879 |
| BAGNEUX | +88 892 | -26 649 | -115 541 | +68 234 | -47 307 |
| CLAMART | +83 215 | +37 002 | -46 213 | +106 368 | +60 155 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | +5 205 | -18 667 | -23 872 | +58 089 | +34 217 |
| MALAKOFF | +27 862 | +40 939 | +13 077 | +45 919 | +58 996 |
| CHATILLON | +35 061 | +30 073 | -4 988 | +18 189 | +13 201 |
| MONTROUGE | -17 508 | -29 893 | -12 385 | +19 782 | +7 397 |
| TOTAL | +699 783 | +403 561 | -296 222 | +772 455 | +476 234 |

C) Pour mémoire : ajustements exceptionnels de 2016 et 2017

En 2016, les communes de l'ex CAHB ont versé un abondement exceptionnel de 500 000€ calculé par application d'un point par habitant. Cet abondement a été restitué en 2017 et, par ailleurs, étendu à l'ensemble des communes via l'ajustement de la part révisée du FCCT.

| | Abond. 2016 | Suppr. Abondement 2017 | Abattement except. 2017 | Total ajustements exceptionnels |
|--------------------|----------------|------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|
| ANTONY | 189 785 | -189 785 | - | - |
| BOURG-LA-REINE | 61 483 | -61 483 | - | - |
| CHATENAY-MALABRY | 99 118 | -99 118 | - | - |
| PLESSIS-ROBINSON | 87 710 | -87 710 | - | - |
| SCEAUX | 61 905 | -61 905 | - | - |
| BAGNEUX | - | - | -118 652 | -118 652 |
| CLAMART | - | - | -160 907 | -160 907 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | - | - | -70 477 | -70 477 |
| MALAKOFF | - | - | -93 338 | -93 338 |
| CHATILLON | - | - | -113 774 | -113 774 |
| MONTROUGE | - | - | -149 609 | -149 609 |
| TOTAL | 500 000 | -500 000 | -706 757 | -706 757 |

Cette dernière mesure est désormais pérenne et intégrée au FCCT de l'an dernier qui sert de base de calcul pour établir le FCCT 2021. Elle est rappelée ici pour mémoire.

1.3. Synthèse de la part fiscale du FCCT 2021

Les différentes composantes détaillées ci-avant sont intégrées à la part fiscale 2020 notifiée pour s'établir à 90 032 106 €.

| en € | FCCT - Socle fiscal | | | | | | | |
|--------------------|---------------------|-------------------------|-----------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| | FCCT 2020 | | | | Actualisation 2021 | | | Socle fiscal 2021 |
| | FCCT 2020 notif. | Corrections permanentes | rég. 2020 | 2020 déf. | LFI 2021 | Var. exo TH prév. | Effet volume prév. | |
| ANTONY | 19 927 877 | | +33 240 | 19 961 117 | +25 290 | +31 577 | +160 081 | 20 178 066 |
| BOURG-LA-REINE | 5 184 650 | | -8 033 | 5 176 616 | +7 894 | +3 011 | +56 457 | 5 243 978 |
| CHATENAY-MALABRY | 7 585 366 | | -23 458 | 7 561 908 | +12 692 | +7 404 | +83 655 | 7 665 659 |
| PLESSIS-ROBINSON | 10 143 166 | | -81 695 | 10 061 471 | +12 610 | +10 368 | +81 449 | 10 165 898 |
| SCEAUX | 6 054 997 | | -26 353 | 6 028 644 | +10 427 | +22 233 | +74 232 | 6 135 536 |
| BAGNEUX | 10 895 060 | -118 652 | -115 541 | 10 660 867 | +9 120 | +16 454 | +68 234 | 10 754 675 |
| CLAMART | 11 995 002 | -160 907 | -46 213 | 11 787 882 | +14 149 | +21 232 | +106 368 | 11 929 631 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | 5 898 947 | -70 477 | -23 872 | 5 804 598 | +7 731 | +8 904 | +58 089 | 5 879 322 |
| MALAKOFF | 8 510 495 | -93 338 | +13 077 | 8 430 233 | +6 127 | +6 637 | +45 919 | 8 488 916 |
| CHATILLON | 1 628 895 | -113 774 | -4 988 | 1 510 133 | +3 280 | +1 317 | +18 189 | 1 532 920 |
| MONTROUGE | 2 194 286 | -149 609 | -12 385 | 2 032 293 | +4 491 | +940 | +19 782 | 2 057 506 |
| TOTAL | 90 018 741 | -706 757 | -296 222 | 89 015 763 | +113 811 | +130 077 | +772 455 | 90 032 106 |

2. DÉTERMINATION DE LA PART RELATIVE AUX TRANSFERTS DE CHARGES

2.1. Transferts de compétences antérieurs à 2021 (rappel)

Le tableau ci-dessous résume les transferts réalisés antérieurement à 2021 et leurs montants arrêtés par les assemblées délibérantes et intégrés dans le FCCT des communes :

| en € | PLU | Eaux pluviales | Défense incendie | Ajustements charges | Equipements sportifs | Aménagement transfert de personnel | Restitution de compétences | Voirie (2019) | Total FCCT Compétences 2020 |
|--------------------|-----------------|-----------------|-------------------|---------------------|----------------------|------------------------------------|----------------------------|-----------------|-----------------------------|
| ANTONY | +34 414 | | | | | +50 590 | -91 000 | - | -5 996 |
| BOURG-LA-REINE | +11 050 | | | | | | | +2 272 | +13 322 |
| CHATENAY-MALABRY | +18 190 | | | | | | | - | +18 190 |
| PLESSIS-ROBINSON | +15 808 | | | | | | | - | +15 808 |
| SCEAUX | +11 067 | | | | | | | - | +11 067 |
| BAGNEUX | +21 341 | | +43 814 | | | +53 016 | | - | +118 171 |
| CLAMART | +29 048 | | +78 459 | | | +55 011 | | +277 582 | +440 100 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | +12 470 | | +30 177 | | | | | +41 652 | +84 299 |
| MALAKOFF | +16 856 | | +32 067 | +57 000 | | +50 000 | | - | +155 923 |
| CHATILLON | +20 002 | +83 967 | +718 295 | | +806 945 | | -10 716 | - | +1 618 493 |
| MONTROUGE | +27 537 | +42 226 | +926 186 | | +749 474 | | -1 419 939 | - | +325 484 |
| TOTAL | +217 783 | +126 193 | +1 828 998 | +57 000 | +1 556 419 | +208 617 | -1 521 655 | +321 506 | +2 794 861 |

Compte tenu du nouveau transfert de voirie intervenu au 1^{er} avril 2021 pour les villes de Clamart et Fontenay-aux-Roses, il convient de retenir pour le FCCT 2021, une proratisation de 90/365^{ème} de leur part FCCT « voirie » (cf. plus bas).

2.2. Transferts de compétences intervenus en 2021

2.2.1. Voirie et éclairage public

Par délibération du Territoire n°2020/121 du 15 octobre 2020 les compétences voiries et éclairage publiques ont été étendues à compter du 1^{er} avril 2021. En substance :

- Extension de la compétence éclairage public, signalisation lumineuse tricolore et pose et dépose des motifs d'illuminations de fin d'année sur le périmètre de la commune de Châtenay-Malabry
- Extension de la compétence voirie à toutes les voies communales des villes de Clamart, Fontenay-aux-Roses et Châtenay-Malabry, à 3 rues de la ville de Montrouge, à 1 rue de la ville de Châtillon
- Maintien du transfert précédent de la compétence voirie pour une rue de la ville de Bourg-la-Reine.

S'agissant de compétences ne faisant pas partie du bloc de compétences obligatoires ou de reprises des intercommunalités précédentes (L. 5219-5 I à V CGCT), ce transfert s'est réalisé selon le droit commun (L. 5211-17 CGCT) et donc arrêté par voie préfectorale (arrêté DCL/BCLI n°85 du 2 avril 2021).

2.2.1.1. La voirie

La voirie peut être définie comme un équipement au sens de l'instruction comptable M14 car elle fait l'objet d'une immobilisation corporelle².

En pareil cas, le L. 5219-5 XII CGCT dispose que « le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il

² Les immobilisations corporelles se définissent comme les éléments d'infrastructure (voiries, réseaux,) et de superstructure (bâtiments, édifices,...)

intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. Le coût des dépenses prises en charge par l'établissement public territorial est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges ».

En 2019, pour le premier transfert de la compétence voirie c'est la règle du compte administratif de l'année précédant le transfert qui a été retenue (CLECT du 18 octobre 2019).

Pour l'évaluation du transfert 2021 c'est cette règle qui a été appliquée avec néanmoins un codicille d'évaluation au regard des comptes administratifs 2018 et 2019 compte tenu des circonstances exceptionnelles de l'année 2020 pour l'activité économique de production et de services, dues à la crise sanitaire.

2.2.1.1.1. Les dépenses de fonctionnement

Dans son rapport d'évaluation des dépenses publiques de voirie publié de 2017³, l'État préconise d'utiliser l'intégralité des dépenses des comptes directement liés à la voirie (comptes 60633 et 615231) et, pour les autres comptes, les dépenses dotées d'un code fonctionnel correspondant à la voirie c'est-à-dire la rubrique fonctionnelle 822⁴ retraitée pour correspondre au périmètre de la compétence transférée et écarter les activités telles que la propreté, les espaces verts accessoires, les dépenses d'entretien de la défense incendie. S'agissant des communes ne transférant qu'une partie de leur voirie, un coefficient correspondant à la part du linéaire de voirie transféré est appliqué à cette assiette, soit pour Montrouge 3,3 %⁵ et pour Chatillon 2,0 %⁶. Par ailleurs, le transfert à 100% des directions ou services voirie des villes justifie la prise en compte du transfert induit de charges de fonctions supports (services RH, informatiques, finances et marchés publics). Au total, les dépenses de fonctionnement hors personnels sont évaluées à **896 514,24 €** et se répartissent comme suit :

| | Charges de fonctionnement |
|------------------|---------------------------|
| Total | 896 514,24 € |
| Clamart | 480 860,85 € |
| Fontenay | 138 841,85 € |
| Chatenay-Malabry | 266 997,31 € |
| Montrouge | 7 230,72 € |
| Chatillon | 2 583,51 € |

Le calcul des charges de personnel transférées se décompose comme suit

³ Revue des dépenses de voirie des collectivités territoriales (2017, rapport conjoint de l'Inspection générale des finances, de l'Inspection de l'administration et du Conseil général de l'environnement et du développement durable

⁴ Voiries communales et routes (chaussées communales, les trottoirs et les espaces piétonniers, les carrefours, ronds-points, ralentisseurs, les pistes cyclables et les voies réservées au transport collectif, les routes traversant le territoire communal hors de l'agglomération, les autoroutes de dégagement et de liaison en rase campagne et les ponts).

⁵ Les 3 rues transférées représentent un linéaire de 1,14 km sur un total de 37,73 km de voirie communale

⁶ La rue transférée représente un linéaire de 1,13km sur un total de 57,06 km de voirie communale

| | Coût annuel | Observations |
|--|--------------------|---|
| Charges personnel -Chap. 012 | 1 191 683 € | |
| Transferts physiques | 882 551 € | |
| <i>Clamart</i> | 568 210 € | 14 agents |
| <i>Fontenay-aux-roses</i> | 187 484 € | 5 agents |
| <i>Châtenay-Malabry</i> | 126 857 € | 3 agents |
| Compensations financières agents non transférés | 309 132 € | |
| <i>Clamart</i> | 189 770 € | Basés sur salaires réels perçus par 4 agents non transférés |
| <i>Fontenay-aux-roses</i> | 38 868 € | 1 ETP B |
| <i>Châtenay-Malabry</i> | 80 494 € | 1 EPT C, 1 ETP A |

Au total, les dépenses de fonctionnement liées au transfert de la voirie sont évaluées à **2 088 197,93 €** et se répartissent comme suit :

| | Dépenses de fonctionnement |
|------------------|----------------------------|
| Total | 2 088 197,93 € |
| Clamart | 1 238 841,36 € |
| Fontenay | 365 193,82 € |
| Chatenay-Malabry | 474 348,51 € |
| Montrouge | 7 230,72 € |
| Chatillon | 2 583,51 € |

2.2.1.1.2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement transférées correspondent d'une part au FCTVA perçu sur les dépenses de voirie transférées éligibles et d'autre part aux redevances d'occupation du domaine public liées à la voirie.

En effet, la loi de finances pour 2016 a modifié l'article L.1615-1 CGCT et a rendu éligibles au bénéfice du FCTVA les dépenses d'entretien de la voirie payées à compter du 1er janvier 2016.

Par ailleurs, en cas de transfert, l'ensemble des biens mis à disposition de l'EPCI conduit à ce que celui-ci « *en perçoit les fruits et produits* » (L 1321-2 CGCT). Compte tenu du périmètre du transfert, ces fruits et produits ne concernent pas les réseaux de distribution d'énergie, les réseaux de télécommunications et autres réseaux concédés ainsi que le mobilier publicitaire ou à vocation commerciale installés sur les voiries transférées. Le transfert à VSGP concerne donc les loyers et indemnités d'occupation ou de travaux du domaine mis à disposition.

Ces produits étant désormais perçus par Vallée Sud – Grand Paris et non plus par les communes, le montant évalué de ces recettes, soit 604 696,64 € vient en déduction du montant évalué des dépenses de fonctionnement et se répartit comme suit :

| | FCTVA | Recettes domaniales | Recettes de fonctionnement |
|----------------------|--------------------|---------------------|----------------------------|
| Total | 93 744,50 € | 510 952,13 € | 604 696,64 € |
| Clamart | 48 209,14 € | 438 309,29 € | 486 518,43 € |
| Fontenay | 11 778,91 € | 72 642,84 € | 84 421,75 € |
| Chatenay-Malabry (1) | 32 519,29 € | - € | 32 519,29 € |
| Montrouge (2) | 1 001,50 € | - € | 1 001,50 € |
| Chatillon (2) | 235,67 € | - € | 235,67 € |

(1) L'évaluation complète et définitive n'a pu être réalisée. Une fois cette évaluation stabilisée, la CLECT sera saisie et au plus tard avant le 31/12/2022 aux fins de correction rétroactive du FCCT de la commune sur ce point.

(2) Au regard du faible linéaire de voirie transféré, VSGP laisse à la commune le bénéfice des redevances éventuellement perçues sur les voies transférées et les recettes ne sont donc pas évaluées dans le transfert

2.2.1.1.3. Les charges et recettes d'investissement

VSGP assurera l'investissement sur fonds propres. Il n'y a donc pas lieu d'évaluer des charges nettes d'investissement.

2.2.1.1.4. Synthèse du transfert Voirie

Au total, le transfert voirie est évalué en année pleine à **1 483 501,29 €**.

Le transfert ayant effectivement eu lieu à compter du 1^{er} avril 2021, le **montant du FCCT 2021** est calculé *au pro rata temporis* de cette assiette, soit 275/365^{ème} et s'élève donc à **1 117 706,45 €**.

Par ailleurs, les communes de Clamart et Fontenay-aux-Roses avaient déjà transférées respectivement 38 % et 30 % de leur voirie depuis le 3 août 2019 pour un montant en année pleine de respectivement 277 582 € et 41 652 € intégré dans le FCCT depuis 2019. L'évaluation du transfert 2021 étant calculé sur 100 % de la voirie, le montant calculé en année pleine pour Clamart et Fontenay-aux-Roses vient donc en substitution du montant du transfert 2019 et doit donc être retiré de la base de calcul de la part transfert du FCCT.

En revanche pour l'année 2021, le transfert ayant eu lieu en cours d'année, le montant du transfert partiel continue de s'appliquer *au pro rata temporis* sur la période précédant le transfert, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 31 mars 2021 soit 90/365^{ème}, correspondant à 68 444,88 € pour Clamart et 10 270,36 € pour Fontenay-aux-Roses soit **78 715,23 €** au total.

| | Nouveau transfert 2021 (A) | | Transfert partiel antérieur (B) | | FCCT 2021 (A+B) |
|------------------|-------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| | Transfert année pleine (2022) | Application année 2021 (275/365 ^{ème}) | Montant du transfert partiel (2019-2020) | Montant du transfert partiel pour 2021 (90/365 ^{ème}) | |
| Voirie | 1 483 501,29 € | 1 117 706,45 € | 319 234,00 € | 78 715,23 € | 1 196 421,69 € |
| Clamart | 752 322,92 € | 566 818,64 € | 277 582,00 € | 68 444,88 € | 635 263,52 € |
| Fontenay | 280 772,07 € | 211 540,60 € | 41 652,00 € | 10 270,36 € | 221 810,96 € |
| Chatenay-Malabry | 441 829,22 € | 332 885,03 € | - € | - € | 332 885,03 € |
| Montrouge | 6 229,22 € | 4 693,25 € | - € | - € | 4 693,25 € |
| Chatillon | 2 347,85 € | 1 768,93 € | - € | - € | 1 768,93 € |

2.2.1.2. L'éclairage public

A la date de création de l'EPT (1^{er} janvier 2016), la compétence éclairage public faisait partie des compétences supplémentaires exercées par la Communauté d'agglomération de Sud de Seine (CASS). La loi (L. 5219-5 V 1^o a.) avait laissé aux EPT un délai de 2 ans pour statuer sur le sort de ces compétences. Cette compétence a été rendue aux communes au 1^{er} janvier 2018 par délibération territoriale du 21 novembre 2017 mais par même délibération un transfert dans le cadre du droit commun (L. 5211-17 CGCT) a été acté sur le périmètre exact des communes de l'ex-CASS.

Cette translation de base juridique du transfert à périmètre et activité constants ne s'est donc pas traduite par une nouvelle évaluation de la charge transférée puisque déjà prise en compte dans les attributions de compensation des communes de l'ex-CASS au titre de cette compétence (cf. CLETC ex-CASS du 13 décembre 2010 pour 2,85M€) mécaniquement comprises dans leur FCCT depuis le 1^{er} janvier 2016.

Il en va différemment pour ce transfert 2021 qui concerne la ville de Châtenay-Malabry, non membre de l'ex-CASS.

L'éclairage public peut être défini comme un équipement au sens de l'instruction comptable M14 car il fait l'objet d'une immobilisation corporelle⁷.

En pareil cas, le L. 5219-5 XII CGCT dispose que « *le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. Le coût des dépenses prises en charge par l'établissement public territorial est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges* ».

Pour l'évaluation du transfert 2021 il a été décidé de retenir les données des comptes administratifs 2018, 2019 et 2020⁸.

2.2.1.2.1. Les dépenses de fonctionnement

Outre éventuelles dépenses de personnel affectés à cette compétence, les dépenses de fonctionnement sont regroupées sur les comptes 60612 (« Énergie – Électricité ») et 615232 « Entretien et réparations – Voies et réseaux - Réseaux ».

Ces dépenses ont été évaluées à **673 612 €**.

Toutefois, compte tenu de l'imbrications des réseaux, candélabres et armoires électriques inclus et exclus du transfert communiqué par l'exploitant, l'évaluation inscrite au FCCT pourrait ne pas être définitive. Une fois évaluation stabilisée après analyse de tous les circuits des compteurs électriques, la CLECT pourra être saisie et au plus tard au 31/12/2022 aux fins de correction rétroactive du FCCT de la commune sur ce point.

2.2.1.2.2. Les recettes de fonctionnement

L'article 80 de la loi de finances pour 2020 a étendu l'éligibilité au bénéfice du FCTVA les dépenses d'entretien des réseaux (arrêté du 30 décembre 2020 fixant la liste des comptes éligibles à la procédure de traitement automatisé relative à l'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnée à l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales).

⁷ Les immobilisations corporelles se définissent comme les éléments d'infrastructure (voiries, réseaux,...) et de superstructure (bâtiments, édifices,...)

⁸ La CLETC de l'ex-CASS du 13 décembre 2010 avait retenu le montant moyen des 4 comptes administratifs précédant le transfert pour évaluer la charge nette de cette compétence.

Selon circulaire préfectorale, les dépenses d'entretien de réseau doivent être entendues comme les travaux d'entretien concernant la partie d'un ouvrage pouvant contenir des éléments linéaires, des équipements ou accessoires et des réseaux d'eau, d'assainissement, de téléphonie et d'internet, d'électrification (dont l'éclairage public), de gaz, de chauffage et de climatisation.

Cette recette a été évaluée à **53 473 €**.

L'assiette des dépenses et notamment celles éligibles au FCTVA pouvant néanmoins être ajustée, le montant définitif sera recalculé sur la base de l'assiette stabilisée selon les mêmes modalités que pour les dépenses.

L'éclairage public n'est pas productif de « *fruits et produits* » (L 1321-2 CGCT) sur Châtenay-Malabry.

2.2.1.2.3. Les charges et recettes d'investissement

VSGP assurera l'investissement sur fonds propres. Il n'y a donc pas lieu d'évaluer des charges nettes d'investissement.

2.2.1.2.4. Synthèse du transfert éclairage public

Au total, le transfert éclairage public est évalué en année pleine de manière provisoire à **620 139 €**.

Le transfert ayant effectivement eu lieu à compter du 1^{er} avril 2021, le montant du FCCT 2021 est calculé *au pro rata temporis* de cette assiette, soit 275/365ème et s'élève donc à **467 228,01 €**.

2.2.2. Équipements sportifs

Par délibération n°2020/120, le conseil de Territoire a étendu sa compétence « équipements sportifs » à la Salle d'athlétisme du complexe sportif Jules Hunebelle au stade d'athlétisme et terrains de sport du Panorama (Fontenay-aux-Roses) et au dojo de la piscine du Plessis-Robinson.

S'agissant d'une compétence d'intérêt intercommunal reprise par l'EPT (L.5219-5 V 2°), cette extension n'était pas soumise à arrêté préfectoral mais à majorité qualifiée au moment du vote.

2.2.2.1. Salle d'athlétisme du complexe sportif Jules Hunebelle et dojo de la piscine du Plessis-Robinson

Ces équipements sont actuellement inexistantes et seront construits sur financement du Territoire. Aucune évaluation des charges de fonctionnement par voie de conséquence.

2.2.2.2. Stades du Panorama

Les stades du Panorama constituent un équipement. Les dépenses de fonctionnement non liées à un équipement sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert, selon une période de référence déterminée par la CLECT (L 5219-5 XII CGCT).

Pour l'évaluation du transfert 2021 c'est cette règle qui a été appliquée avec néanmoins un codicille d'évaluation au regard des comptes administratifs 2018 et 2019 compte tenu de l'usage variable de cet équipement. L'objectif étant toujours pour respecter le principe de neutralité budgétaire, d'estimer le coût le plus récent et « en marche normale » du service.

Il est à noter que ce stade est mis à disposition de la commune de Fontenay-aux-Roses par le département des Hauts-de-Seine depuis 1959. La continuité des contrats en matière de transfert de compétences fait de VSGP le titulaire de cette convention pour la partie des espaces transférés.

2.2.2.2.1. Les charges et recettes de fonctionnement

Il s'agit des charges d'entretien/maintenance (tonte, petites réparations, fluide, gardiennage, assurance, petit matériel) mais également d'exploitation (postes et compteurs d'énergie et fluides) aux fonctions 412 ou 414 de l'instruction M14.

Les stades du Panorama ne sont pas productifs de revenus et aucune recette de fonctionnement n'est prise en compte dans l'assiette du transfert.

2.2.2.2.2. Les charges et recettes d'investissement

VSGP assurera l'investissement sur fonds propres. Il n'y a donc pas lieu d'évaluer des charges nettes d'investissement.

2.2.2.2.3. Synthèse du transfert

Au total, le montant du transfert des stades du panorama est évalué à **100 000 €** en année pleine (80 000€ d'entretien et 20 000€ de fluides/énergie). Le transfert ayant eu lieu au 1^{er} avril 2021 mais aucune dépense n'ayant effectivement été engagée en 2021, le transfert financier s'appliquera uniquement à partir de 2022.

2.3. Synthèse de la part transfert de compétences

Les différentes composantes des transferts de compétences détaillées ci-avant sont intégrées à la part transfert de compétences. En tenant compte du débasage du transfert voirie de 2019 pour Clamart et Fontenay-aux-Roses et en intégrant les nouveaux transferts le nouveau montant de la part transfert en année pleine s'élève à **4 679 267 €**.

| en € | Transferts | Débasage | Voirie | éclairage | Equipements | Total FCCT Compétences année pleine |
|--------------------|--------------------|-----------------------------|-------------------|-----------------|-----------------|---|
| | antérieurs 2021 | transfert voirie partiel | transfert 2021 | public 2021 | sportifs | |
| ANTONY | -5 996 | | | | | -5 996 |
| BOURG-LA-REINE | +13 322 | | | | | +13 322 |
| CHATENAY-MALABRY | +18 190 | | +441 829 | +620 139 | | +1 080 158 |
| PLESSIS-ROBINSON | +15 808 | | | | | +15 808 |
| SCEAUX | +11 067 | | | | | +11 067 |
| BAGNEUX | +118 171 | | | | | +118 171 |
| CLAMART | +440 100 | -277 582 | +752 323 | | | +914 841 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | +84 299 | -41 652 | +280 772 | | +100 000 | +423 419 |
| MALAKOFF | +155 923 | | | | | +155 923 |
| CHATILLON | +1 618 493 | | +2 348 | | | +1 620 841 |
| MONTRouGE | +325 484 | | +6 229 | | | +331 713 |
| TOTAL | +2 794 861 | -319 234 | +1 483 501 | +620 139 | +100 000 | +4 679 267 |

Pour 2021, le transfert s'applique au *pro rata temporis* détaillé plus haut et conduit à une part transfert de compétence qui s'élève à **4 139 277 €** et qui se calcule comme suit :

| en € | Transferts | Débasage | Voirie | Voirie | éclairage | Equipements | Total FCCT Compétences 2021 |
|--------------------|--------------------|-----------------------------|--|-----------------------------------|-----------------------------|-------------|-----------------------------------|
| | antérieurs 2021 | transfert voirie partiel | transfert antérieur* [90/365ème] | transfert 2021 [275/365ème] | public 2021 [275/365ème] | sportifs | |
| ANTONY | -5 996 | | | | | | -5 996 |
| BOURG-LA-REINE | +13 322 | | | | | | +13 322 |
| CHATENAY-MALABRY | +18 190 | | | +332 885 | +467 228 | | +818 303 |
| PLESSIS-ROBINSON | +15 808 | | | | | | +15 808 |
| SCEAUX | +11 067 | | | | | | +11 067 |
| BAGNEUX | +118 171 | | | | | | +118 171 |
| CLAMART | +440 100 | -277 582 | +68 445 | +566 819 | | | +797 782 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | +84 299 | -41 652 | +10 270 | +211 541 | | | +264 458 |
| MALAKOFF | +155 923 | | | | | | +155 923 |
| CHATILLON | +1 618 493 | | | +1 769 | | | +1 620 262 |
| MONTROUGE | +325 484 | | | +4 693 | | | +330 177 |
| TOTAL | +2 794 861 | -319 234 | +78 715 | +1 117 706 | +467 228 | - | +4 139 277 |

3. AJUSTEMENTS EXCEPTIONNELS NON RECONDUCTIBLES

3.1. Neutralisation des sommes rétrocédées en 2019 et 2020

Pour rappel, le FCCT 2019 et le FCCT 2020 présentait une réduction au profit des villes :

- Un trop-perçu total de 325 068 € issu des régularisations d'assiettes fiscales de 2019 et 2020 et non entièrement rétrocédées aux villes. Ce montant est restitué en une seule fois aux communes dans leur FCCT 2021 et selon la répartition ci-dessous :

| en € | Régularisations | | Effet sur l'appel |
|--------------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| | 2019 | 2020 | |
| ANTONY | -4 848 | 33 240 | 28 392 |
| BOURG-LA-REINE | 30 878 | -8 033 | 22 844 |
| CHATENAY-MALABRY | 51 028 | -23 458 | 27 570 |
| PLESSIS-ROBINSON | -13 174 | -81 695 | -94 869 |
| SCEAUX | -8 826 | -26 353 | -35 180 |
| BAGNEUX | 634 | -115 541 | -114 907 |
| CLAMART | -58 010 | -46 213 | -104 224 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | -2 943 | -23 872 | -26 815 |
| MALAKOFF | -1 959 | 13 077 | 11 118 |
| CHATILLON | -2 995 | -4 988 | -7 983 |
| MONTROUGE | -18 631 | -12 385 | -31 015 |
| TOTAL | -28 846 | -296 222 | -325 068 |

Mécaniquement, en variation, le FCCT 2022 des communes concernées sera réhaussé de ces montant déduits exceptionnellement.

4. SYNTHÈSE DU FCCT 2021

Après intégration des coûts liés aux transferts de compétences, le montant du FCCT 2021 s'élève à **93 846 315 €** et se répartit par commune comme suit :

| en € | FCCT 2021 | | | | Régularisations | | | FCCT 2021 dû |
|--------------------|-------------------|-------------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| | Socle fiscal | Corrections permanentes | Transferts | FCCT notifié | 2019 | 2020 | Effet sur l'appel | |
| ANTONY | 20 178 066 | 0 | -5 996 | 20 172 070 | -4 848 | 33 240 | 28 392 | 20 200 462 |
| BOURG-LA-REINE | 5 243 978 | 0 | 13 322 | 5 257 300 | 30 878 | -8 033 | 22 844 | 5 280 144 |
| CHATENAY-MALABRY | 7 665 659 | 0 | 818 303 | 8 483 962 | 51 028 | -23 458 | 27 570 | 8 511 532 |
| PLESSIS-ROBINSON | 10 165 898 | 0 | 15 808 | 10 181 706 | -13 174 | -81 695 | -94 869 | 10 086 837 |
| SCEAUX | 6 135 536 | 0 | 11 067 | 6 146 603 | -8 826 | -26 353 | -35 180 | 6 111 424 |
| BAGNEUX | 10 873 327 | -118 652 | 118 171 | 10 872 846 | 634 | -115 541 | -114 907 | 10 757 939 |
| CLAMART | 12 090 538 | -160 907 | 797 782 | 12 727 412 | -58 010 | -46 213 | -104 224 | 12 623 189 |
| FONTENAY-AUX-ROSES | 5 949 799 | -70 477 | 264 458 | 6 143 780 | -2 943 | -23 872 | -26 815 | 6 116 965 |
| MALAKOFF | 8 582 254 | -93 338 | 155 923 | 8 644 839 | -1 959 | 13 077 | 11 118 | 8 655 957 |
| CHATILLON | 1 646 693 | -113 774 | 1 620 262 | 3 153 182 | -2 995 | -4 988 | -7 983 | 3 145 198 |
| MONTROUGE | 2 207 115 | -149 609 | 330 177 | 2 387 683 | -18 631 | -12 385 | -31 015 | 2 356 668 |
| TOTAL | 90 738 862 | -706 757 | 4 139 277 | 94 171 383 | -28 846 | -296 222 | -325 068 | 93 846 315 |

Pour rappel, les appels de fonds sont mensuels par 12^{ème}.

Pour 2021, la régularisation entre le FCCT payé et le FCCT final se fera sur l'appel du mois de décembre.

ANNEXE

Article L.5219-5 XI du Code général des collectivités territoriales

XI.-A.-II est institué au profit de chaque établissement public territorial un fonds de compensation des charges territoriales destiné à leur financement.

B.-Le fonds de compensation des charges territoriales comprend :

1° Une fraction égale au produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2015 l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris ou, le cas échéant, une quote-part du produit de ces mêmes impositions perçu par les communes isolées existant au 31 décembre 2015 l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris ;

2° Une fraction égale au produit de la cotisation foncière des entreprises perçu en 2020 dans le périmètre de l'établissement public territorial intéressé.

C.-La fraction mentionnée au 1° du B est reversée par chaque commune membre de l'établissement public territorial :

1° A hauteur du produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2015 sur le territoire de la commune l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris, majoré de la fraction d'attribution de compensation perçue par la commune en contrepartie de la perte de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du présent code correspondant au montant antérieurement versé en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) ;

2° Ou, pour les communes isolées existant au 31 décembre 2015, à raison d'une quote-part du produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu par celles-ci l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris, déterminée par délibérations concordantes du conseil de territoire et du conseil municipal de la commune intéressée.

Cette fraction peut être révisée, après avis de la commission mentionnée au XII, par délibération du conseil de territoire statuant à la majorité des deux tiers. Cette révision ne peut avoir pour effet de minorer ou de majorer la participation de la commune de plus de 30 % du produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2015 sur le territoire de la commune l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris représentant au plus 5 % des recettes réelles de fonctionnement de la commune intéressée l'année précédant la révision.

Le montant de la fraction mentionnée au 1° du B et révisée, le cas échéant, dans les conditions prévues au quatrième alinéa du présent C est actualisé chaque année par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année figurant à [l'article 1518 bis](#) du code général des impôts. L'actualisation n'est pas applicable à la majoration prévue au 1° du présent C.

Le versement de cette fraction aux fonds de compensation des charges territoriales constitue pour les communes une dépense obligatoire.

D.-La fraction mentionnée au 2° du B est reversée par chaque commune membre de l'établissement public territorial à hauteur du produit de la cotisation foncière des entreprises perçu sur le territoire de la commune en 2020.

Cette fraction peut être révisée, après avis de la commission mentionnée au XII, par délibérations concordantes du conseil de territoire et du conseil municipal de la commune intéressée. Cette révision ne peut avoir pour effet de

minorer ou de majorer la participation de la commune de plus de 50 % de la part de la cotisation foncière des entreprises perçu sur le territoire de la commune en 2020 correspondant à la différence entre le produit de cette imposition perçu au titre de ce même exercice et le même produit perçu en 2016 sur le territoire de la commune intéressée.

Le montant de la fraction mentionnée au 2° du B et révisée, le cas échéant, dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent D est actualisé chaque année par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année figurant à l'article 1518 bis du code général des impôts.

Le versement de cette fraction aux fonds de compensation des charges territoriales constitue pour les communes une dépense obligatoire.

E.-La métropole du Grand Paris institue une dotation de soutien à l'investissement territorial, qui est prélevée sur :

1° Une fraction de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ;

2° Une fraction de la cotisation foncière des entreprises.

Pour la détermination de la fraction de dotation de soutien à l'investissement territorial prévue au 1°, est calculée la différence entre les deux termes suivants :

-d'une part, le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de l'année du versement de la dotation ;

-d'autre part, le produit de la même imposition constaté l'année précédente.

La fraction de dotation de soutien à l'investissement territorial prévue au même 1° est égale à un taux compris entre 10 % et 50 %, voté par le conseil de la métropole, de la différence positive ainsi obtenue. Le conseil de la métropole procède à la répartition de cette fraction entre des établissements publics territoriaux, les établissements publics mentionnés au dernier alinéa du V de l'article L. 5219-1 du présent code et à l'article L. 328-1 du code de l'urbanisme et, le cas échéant, des communes situées dans le périmètre de la métropole, en tenant compte prioritairement de l'importance des charges qu'ils supportent du fait de la réalisation ou de la gestion d'un ou de plusieurs équipements répondant à un enjeu de solidarité territoriale et en appliquant d'autres critères fixés librement.

Cette fraction peut être révisée, après avis de la commission mentionnée au XII du présent article, à l'exclusion de la dotation allouée à la commune de Paris le cas échéant. Cette révision ne peut avoir pour effet de minorer ou de majorer la dotation de soutien à l'investissement territorial de plus de 15 % du montant déterminé conformément au septième alinéa du présent E.

Le montant de la fraction mentionnée au 1° et révisée, le cas échéant, dans les conditions prévues au huitième alinéa du présent E est actualisé chaque année par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année figurant à l'article 1518 bis du code général des impôts.

Pour la détermination de la fraction de dotation de soutien à l'investissement territorial prévue au 2° du présent E, est calculée la différence entre les deux termes suivants :

-d'une part, le produit de la cotisation foncière des entreprises au titre de l'année du versement de la dotation ;

-d'autre part, le produit de la même imposition constaté l'année précédente.

La fraction de dotation de soutien à l'investissement territorial prévue au même 2° est égale à 50 % de la différence positive ainsi obtenue. Le conseil de la métropole procède à la répartition de cette fraction entre des établissements publics territoriaux, les établissements publics mentionnés au dernier alinéa du V de l'article L. 5219-1 du présent code et à [l'article L. 328-1](#) du code de l'urbanisme et, le cas échéant, des communes situées dans le périmètre de la métropole, en tenant compte prioritairement de l'importance des charges qu'ils supportent du fait de la réalisation

ou de la gestion d'un ou de plusieurs équipements répondant à un enjeu de solidarité territoriale et en appliquant d'autres critères fixés librement.

Cette fraction peut être révisée, après avis de la commission mentionnée au XII du présent article, le cas échéant. Cette révision ne peut avoir pour effet de minorer ou de majorer la dotation de soutien à l'investissement territorial de plus de 15 % du montant déterminé conformément au treizième alinéa du présent E.

Le montant de la fraction mentionnée au 2° et révisée, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'avant-dernier alinéa du présent E est actualisé chaque année par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année figurant à l'article 1518 bis du code général des impôts.

XII.-Il est créé entre chaque établissement public territorial et les communes situées dans son périmètre, à l'exclusion de la commune de Paris, une commission locale d'évaluation des charges territoriales chargée de fixer les critères de charges pris en compte pour déterminer le besoin de financement des compétences exercées par l'établissement public territorial en lieu et place des communes. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public territorial, qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées. Chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de création des établissements publics territoriaux et lors de chaque transfert de charges ultérieur.

Les dépenses de fonctionnement non liées à un équipement sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert.

Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses prises en charge par l'établissement public territorial est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

La commission locale d'évaluation des charges territoriales fixe le montant des ressources nécessaires au financement annuel des établissements publics territoriaux. Elle rend un avis sur les modalités de révision des fractions mentionnées aux C et D du XI en fonction du niveau des dépenses de l'établissement public territorial qu'elle a évaluées. De même, elle rend un avis sur les modalités de révision des deux fractions de la dotation de soutien à l'investissement territorial prévue au E du même XI.

XIII.-Les contributions aux fonds de compensation des charges territoriales déterminées, selon les modalités fixées au XII, par la commission locale d'évaluation des charges territoriales sont versées par les communes et reçues par les établissements publics de territoire mensuellement, à raison d'un douzième du montant dû au titre de l'exercice courant.

Au cours de l'année, un ou plusieurs douzièmes peuvent être versés par anticipation si les fonds disponibles de l'établissement public territorial se trouvent momentanément insuffisants. Les attributions complémentaires sont autorisées par délibérations concordantes du conseil de territoire et des conseils municipaux des communes prises à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de [l'article L. 5211-5](#).

Article 59 – XV – H - LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

H. - Par dérogation au B du XI de l'article L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales, il est perçu annuellement au profit de chaque fonds de compensation des charges territoriales, au titre des exercices 2016 à 2020, un montant égal au produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2015 l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris, ou, le cas échéant, une quote-part du produit de ces mêmes impositions perçu par les communes isolées existant au 31 décembre 2015 l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris. Sauf pour les communes isolées existant au 31 décembre 2015, ce montant est majoré de la fraction d'attribution de compensation perçue par la commune en contrepartie de la perte de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du même code correspondant au montant antérieurement versé en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

La dotation acquittée individuellement par chaque commune peut être révisée, après avis de la commission mentionnée au XII de l'article L. 5219-5 dudit code, par délibération du conseil de territoire statuant à la majorité des deux tiers. Cette révision ne peut avoir pour effet de minorer ou de majorer la participation de la commune de plus de 30 % du produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2015 sur le territoire de la commune l'année précédant la création de la métropole du Grand Paris représentant au plus 5 % des recettes réelles de fonctionnement de la commune intéressée l'année précédant la révision. Toutefois, la dotation acquittée individuellement par chaque commune est recalculée lors de chaque nouveau transfert de charges résultant de l'application des IV, V et VII de l'article L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales en tenant compte du rapport de la commission mentionnée au XII sans que la révision puisse avoir pour effet de majorer ou minorer la contribution de la commune d'un montant supérieur au coût net des charges transférées tel qu'évalué par cette commission. A défaut d'avis de la commission, la fraction est majorée ou minorée du montant des dépenses engagées pour l'exercice de la compétence transférée. Ce montant est égal à la moyenne des dépenses figurant sur les comptes administratifs de la collectivité à l'origine du transfert, actualisées en fonction de l'indice des prix hors tabac, tel que constaté à la date des transferts, sur une période de trois ans précédant le transfert pour les dépenses de fonctionnement ; actualisées en fonction de l'indice des prix de la formation brute de capital fixe des administrations publiques, tel que constaté à la date des transferts, sur une période de sept ans précédant le transfert pour les dépenses d'investissement.

Le montant de la dotation acquittée par chaque commune et révisée, le cas échéant, dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent H est actualisé chaque année par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année figurant à l'article 1518 bis du code général des impôts. L'actualisation n'est pas applicable à la majoration prévue à la dernière phrase du premier alinéa du présent H.

Le versement de cette dotation aux fonds de compensation des charges territoriales constitue pour les communes une dépense obligatoire.

Le présent H ne s'applique pas à la commune de Paris.